

Mesurer et favoriser le progrès des sociétés ?

Isabelle Cassiers¹

Carte blanche dans Le Soir, 1-2 septembre 2007

Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés ? Cette question a récemment fait l'objet d'un Forum mondial organisé par l'OCDE², Forum rassemblant plus de mille personnes venues de plus de cent pays. La question est passionnante, complexe et pleinement d'actualité. Qu'elle soit aujourd'hui posée de manière ouverte par une grande institution internationale, et largement débattue, donne espoir à tous ceux qui, de par le monde, ne reconnaissent pas leurs valeurs dans ce qui fut, jusqu'à présent, communément dénommé « progrès ». Toutefois le chemin vers une réponse universelle est parsemé d'embûches.

Une question pleinement d'actualité

Qu'est-ce que le progrès d'une société ? Aujourd'hui, la question ne peut plus être éludée. Elle contient une urgence inédite. Des siècles d'industrialisation, des décennies de croissance économique rapide, une inventivité technique incessante, une accumulation sans précédent de richesses matérielles ont conduit le monde à une situation inquiétante à plusieurs titres : dégradation de l'environnement et réduction de la biodiversité, augmentation des inégalités et maintien d'une pauvreté extrême, instabilité géo-politique et réflexes sécuritaires. Le Sud a faim et soif, le Nord a perdu sa boussole. L'Orient tient un cap insoutenable, l'Occident a peur. Il est heureux que l'OCDE dresse ce constat. L'humanité arrêtera-t-elle sa course pour examiner la finalité de son activité ?

Une question complexe et passionnante

La question est complexe par la diversité des réponses possibles, par la globalité du problème et par les différents niveaux de réflexion qu'elle engage. Comment imaginer que six milliards d'humains s'accordent sur une définition du progrès ? Et d'ailleurs faut-il que tous partagent une même conception ? À l'évidence, la question ne se pose pas dans les mêmes termes au Congo ou en Belgique, en Chine ou aux Etats-Unis. Peut-on, en la matière, préserver la diversité des cultures ? Le titre pluriel du Forum (le progrès *des* sociétés) semble un gage du respect de l'altérité.

Il n'empêche que les défis actuels sont par nature globaux, pour deux raisons au moins : de nombreux problèmes concernent la planète dans son ensemble et la globalisation impose une réaction qui transcende les communautés, régions et nations. D'où la nécessité de construire un consensus.

On observera que le Forum élude la *définition* du progrès des sociétés : il approche le problème par la bande, en proposant de le *mesurer* et de le *favoriser*. Certains s'étonneront que l'on puisse mesurer ou favoriser ce qui n'a pas été défini. Mais face à la difficulté de la tâche, une approche pragmatique s'avère intéressante : commençons par déconstruire ce qui, *de facto*, a servi trop longtemps de définition. Le préambule du Forum annonce d'emblée que le produit intérieur brut (PIB), bien qu'étant une mesure importante de l'activité économique, n'a pas été développé pour être la seule mesure du

¹ Professeur d'économie à l'UCL (IRES) et Chercheur qualifié du FNRS. Contact : isabelle.cassiers@uclouvain.be.

² *Mesurer et favoriser le progrès des sociétés. Deuxième Forum mondial de l'OCDE sur « Statistiques, connaissances et politiques »*, 27-30 juin 2007, Turquie-Istanbul.

progrès des nations.³ En proposant en outre de *favoriser* le progrès des sociétés, la réflexion casse un autre postulat trop généralement répandu, selon lequel les mécanismes du marché conduisent spontanément au meilleur des mondes. Elle réhabilite l'action collective. La recherche tâtonnante de nouveaux indicateurs, qui seraient simultanément porteurs de valeurs et utiles pour la mise en œuvre de politiques ciblées, semble donc une manière intelligente de procéder pour la redéfinition de la notion de progrès.

On sait que cette recherche est en cours à divers niveaux : indicateurs de développement humain (IDH des Nations Unies), indicateurs environnementaux, objectifs du millénaire pour le développement, enquêtes de satisfaction de vie sont autant de tentatives de dépasser une utilisation abusive du PIB comme indicateur de bien-être ou de progrès. Toutefois, la multiplicité des indicateurs alternatifs, qui pourrait être vue comme un gage de nuance, affaiblit la portée de chacun d'eux et laisse au PIB une position encore hégémonique. Parviendra-t-on à concevoir un indicateur synthétique sans retomber dans les pièges réducteurs ?

Un chemin parsemé d'embûches

Mesurer le progrès, n'est-ce pas tenter d'allier le feu et l'eau ? Le fait de *mesurer* évoque une démarche scientifique, ou à tout le moins « positive », tandis que la notion de *progrès* fait intrinsèquement appel aux valeurs, relève du « normatif ». La réflexion menée au Forum mondial a le très grand mérite de montrer ou de reconnaître à quel point le positif et le normatif sont enchevêtrés l'un dans l'autre, comment les indicateurs ou leur usage sont inévitablement pétris de jugements de valeur, pourquoi on ne peut obtenir un bon indicateur sans s'accorder un minimum sur les objectifs poursuivis. Mesurer le progrès, c'est implicitement le définir, c'est inévitablement inclure dans la mesure nos jugements de valeur. Tant que ces points restent clairement présents à l'esprit de tous, la réflexion entreprise semble pleine de promesses. Mais la démarche n'est pas exempte de contradictions et de chausse-trapes.

Les contradictions peuvent être de l'ordre du symbole ou de l'anecdote : s'inquiéter du réchauffement climatique dans une salle climatisée à outrance ; discourir de la misère du monde puis s'adonner aux plaisirs d'un somptueux dîner de gala.⁴ Elles peuvent être plus profondes : ainsi la session dédiée à la stabilité et à la sécurité financière put-elle, sans états d'âme, assimiler croissance économique et progrès, ignorant tout des débats nuancés de la veille, en séance plénière.

Les chausse-trapes, quant à eux, sont dans les relations de pouvoir, à deux niveaux. En premier lieu, on s'étonnera de l'absence totale d'analyse des rapports de force qui ont conduit le monde à son état actuel, des raisons pour lesquelles la croissance économique s'est progressivement imposée comme étalon implicite du progrès. Sans doute la question est-elle trop subversive. Le choix d'une vision plus unanime est certes plus tranquille. En deuxième lieu, la tension entre la volonté de respecter la diversité des définitions du progrès et la recherche d'un indicateur synthétique peut générer le meilleur comme le pire. Le meilleur, si le Forum se poursuit par une écoute attentive des aspirations de chacun et la volonté de construire un consensus équilibré. Le pire, si les organisations internationales se saisissent de leur pouvoir pour imposer à tous un indicateur homogène contenant *de facto* des valeurs insuffisamment soumises au débat public ou peu respectueux de la diversité des cultures et des aspirations. Pour cette raison, il semble essentiel que chacun de nous, individu ou communauté, se livre aux exercices suivants : faire la clarté sur notre propre conception du progrès, en débattre, la faire connaître, obtenir qu'elle soit défendue, réduire les contradictions entre celle-ci et nos comportements et surtout, surtout, ne pas baisser les bras, ne pas accepter que d'autres nous la confisquent.

³ Voir <http://www.oecd.org/site/>

⁴ dîner dont l'auteur de ces lignes, assumant ses propres contradictions, a savouré les délices, avec mille autres participants... Que les organisateurs d'une si belle fête en soient remerciés !